

# LE POINT SUR LA NÉGO n°5

29 mars 2020



## Un gouvernement déconnecté qui veut couper les ailes des anges gardiens

**Le gouvernement veut renouveler en vitesse les conventions collectives des 500 000 travailleuses et travailleurs des services publics. Alors que nous insistons sur le fait qu'il est urgent de s'attaquer à la pandémie pour donner les services nécessaires à la population, il revient avec ses offres déposées en décembre dernier. La crise actuelle ne doit pas servir à camoufler les problèmes très réels de conditions de travail que la présente négociation devait servir à régler.**

Rappelons que le 23 mars, la CSN a présenté [sa réponse au Conseil du trésor](#) : une suspension de la négociation compensée par plusieurs mesures à mettre en place immédiatement, dont certaines de nature financière, permettant de mettre la négociation de côté pour une période allant jusqu'à 18 mois, afin de pouvoir se consacrer entièrement à la lutte contre la COVID-19, au bénéfice de toute la population.

Au cours de la dernière semaine, nous avons eu plusieurs échanges avec le Conseil du trésor et les représentants patronaux des différents réseaux, mais force est de constater que très peu d'avancées ont été réalisées. En résumé, le gouvernement propose essentiellement d'accepter sa proposition initiale du 12 décembre dernier, que toutes les organisations syndicales avaient jugée inacceptable. Aujourd'hui, en pleine crise, il nous demande d'accepter un statu quo sur les conditions de travail pour les trois prochaines années et il tient à boucler cet important exercice d'ici le 31 mars, alors qu'une telle opération s'étend généralement sur des mois, voire plus encore. Ces « offres » qui étaient déjà déconnectées des réalités vécues et des besoins dans les réseaux publics en décembre dernier le sont encore plus maintenant. Il s'agit d'un grand manque de respect pour les travailleuses et les travailleurs du secteur public qui ont présentement plus que jamais besoin d'être soutenus.

Quel est le véritable intérêt du gouvernement à vouloir conclure en quelques jours des ententes qui maintiendront à peu de choses près les mêmes conditions de travail inadéquates pour l'ensemble des salarié-es bien au-delà de la crise sanitaire ? Voudrait-il ainsi passer le cap des prochaines élections sans se retrouver à négocier avec ses travailleuses et ses travailleurs juste avant celles-ci ? La crise sanitaire ne doit pas servir à occulter les problèmes réels de conditions de travail.

## Un gouvernement déconnecté qui veut couper les ailes des anges gardiens

Suite...

Une chose est certaine, l'entêtement du gouvernement à vouloir renouveler en vitesse l'ensemble des conventions collectives nuit aux discussions essentielles qui devraient se tenir maintenant afin de mettre en place des mesures d'urgence pour le personnel au front contre la COVID-19. On apprenait ce matin qu'on recense déjà, au Québec, 46 cas de COVID-19 chez le personnel du réseau de la santé et des services sociaux. Le gouvernement doit agir maintenant; il en va de la sécurité et de la santé, tant physique que psychologique, de centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs des services publics. L'heure est grave, il faut consacrer toutes nos énergies à trouver des solutions à la crise et, par conséquent, suspendre la négociation.

Alors que dans le secteur privé de nombreux employeurs d'entreprises jugées essentielles en ces temps de crise valorisent leurs travailleuses et leurs travailleurs en offrant des majorations salariales significatives, le gouvernement, jusqu'à présent, semble plutôt d'avis que ses anges gardiens ne méritent pas tous une reconnaissance de leur contribution. Ce refus de souligner concrètement l'apport crucial de toutes celles et de tous ceux qui, pour les semaines et les mois à venir, maintiendront les services à la population, permettant ainsi de sauver des vies et de sortir le Québec de la crise, est inacceptable.

Dans ce contexte, les fédérations CSN maintiennent que les conventions collectives du secteur public ne doivent pas se négocier à la va-vite, sur un coin de table. Les besoins sont trop importants; ils l'étaient avant la crise et le seront encore plus au sortir de la lutte contre la COVID-19. Aller de l'avant avec la proposition actuelle du gouvernement n'est pas la voie à suivre.

Nous le disons depuis longtemps déjà : les services publics sont les piliers de notre société. Sans vous toutes et vous tous, aujourd'hui, le Québec ne tiendrait plus debout. La population entière le réalise actuellement et le gouvernement doit aussi le reconnaître par des gestes concrets. C'est par ce message que nous avons terminé la rencontre d'hier avec le Conseil du trésor.

La CSN poursuivra activement les discussions avec le gouvernement au cours des prochains jours. Nous continuerons de vous tenir informés.

Solidarité!



Trouvez-nous sur Facebook : <https://facebook.com/secteurpublicQC>

Essayez le cadre Facebook pour afficher votre appui à toutes les travailleuses et tous les travailleurs au front contre la COVID-19 : <https://bit.ly/33WOLyT>